



La Savante

Le magazine des étudiants de l'UCL - n° 328 - Mars 2007



Isabelle Durant répond
à nos questions - p.6



LE DOSSIER
Tout tout tout, vous saurez tout sur le PDD - p.11

Agenda culturel

Par Catherine Demonty et Lionel Van Leeuw

Théâtre

Du 8 au 13 mars 2007 au théâtre Jean Vilar

Du côté de chez Proust, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, avec Jacques Sereys, Molière 2006 du meilleur acteur.

Le comédien nous plonge avec passion dans l'univers de Proust et nous invite à une promenade dans les jardins du temps perdu. Douze personnages nés de la plume du grand auteur prennent vie grâce à lui et, évidemment, la pièce évoque la fameuse madeleine...



Semaine européenne de l'AUEL

Du 19 au 23 mars 2007

L'Association Universitaire Européenne de Louvain-la-Neuve organise une semaine européenne, invitant près de 120 étudiants, belges et étrangers à venir débattre de l'Europe.

Au programme, visites des institutions, débats et sessions parlementaires.

Musique

"La musique des Beatles"

Jeudi 15 mars 2007, 20h.

Lieu: Espace Radcliffe, 7 Rue Magritte, Louvain-la-Neuve (sous le pub Blackfriars, en face de l'Ephec)

Infos: www.blackfriars.be

Une audition renouvelée et surprenante, seconde partie, avec Dominique Lawaleree, compositeur.

Concert de midi

Mardi 20 mars, 12:50

Trio Medicis (B. Pierreuse flûte, N. Shi alto, F. Bartholomé harpe) : Oeuvres de Debussy, Bartholomé, Rohozinski.

Louvain-la-Neuve, Ferme du Biéreau, Place Polyvalente.

Musi-LLN - 010/47.48.76

mercier@musi.ucl.ac.be

<http://musi-lln.fltr.ucl.ac.be>

Nederlands kot

Débat sur l'avenir de la Belgique

jeudi 15 mars - 20:00 - SOCR10

Les élections approchent, et, comme d'habitude, on y parlera beaucoup de la Belgique et de son avenir : tout le monde se doute que tout ne tourne pas rond, mais personne ne peut vraiment expliquer pourquoi... Le Nederlands donnera donc la parole à des spécialistes pour expliquer les raisons historiques, socio-économiques de ce malaise actuel, en quoi la solution économique actuelle joue un rôle dans ce débat et les solutions qui pourraient exister. Pour ceux qui auraient déjà peur: si les intervenants seront principalement flamands, le débat sera bien en français!



L'esprit de l'athéisme. Qu'est-ce qu'une spiritualité sans Dieu?

André COMTE-SPONVILLE (Philosophe et écrivain)

Mardi 20 mars - 14h15 - SOCR10

UDA

010/47.41.81 - lambert@uda.ucl.ac.be

Sommaire

Edito

Le Plan de Développement pages 11 à 16

Agenda culturel	p.2-4
Tous égaux devant les syllabi?	p.5
Interview Isabelle Durant	p.6
L'Étincelle	p.9
Dossier	p.11

Prochaine Savate Spécial Elections Etudiantes 20 mars

La Savate est une publication gratuite bimensuelle de l'**Assemblée générale des étudiants de Louvain**.

TIRAGE: 2 500 EXEMPLAIRES

Éditeur responsable: Assemblée générale des étudiants de Louvain

Comité de rédaction: Adrien Dandoy et Alexandre Devos

Avec la collaboration de: Damien Delépine, Catherine Demonty, Muriel Durant, L'Étincelle, Stéphanie Planche, Lionel Van Leeuw

Envoyez vos articles à savate@aglouvain.be

Si vous voulez publier quelque chose, veuillez nous envoyer vos articles au plus vite.

Mettez les éventuelles photos que vous voulez introduire en attachement.

AGL - Rue des Wallons 67 - 1348 Louvain-la-Neuve
010/45.08.88

www.aglouvain.be

Crédits photos: France3, Thalassa - David Balicki

Si on changeait..?

A travers l'histoire, le changement a toujours été source de diverses craintes, parfois fondées, parfois plus légères. Notre université ne fait pas exception à la règle. Elle n'aime pas être brusquement bousculée, elle aime son train de vie traditionnellement... tranquille.

C'est qu'on aime bien prendre son temps à l'UCL. On discute, on réfléchit, on fait des groupes de travail (on aime beaucoup ça!), Parfois on pinaille sur des détails,

Alors imaginez quand un Grand Saint Bernard débarque dans tout ce monde tranquille aboye bruyamment pour qu'on change... ça fait du boucan! Notre recteur joue-t-il vraiment les sauveurs? Pourquoi nos autorités universitaires s'entendent-elles comme chien et chat? Est-ce que c'est le Conseil Rectoral qui va trop vite ou l'Université qui, têtue comme une mule, refuse d'avancer?

Une chose est sûre: le Plan de Développement est une nécessité car l'Université d'hier n'est pas celle d'aujourd'hui, et celle de demain comporte de nombreux défis qui, dans l'état actuel des choses, ne peuvent pas être remportés. Pour être honnête, il faut également reconnaître que le Recteur n'endosse pas le plus beau rôle. Celui qui veut changer, c'est aussi celui qui remet en question. Il ne faut pas s'étonner dès lors qu'il soit dans la ligne de mire de nombreux acteurs de notre communauté universitaire.

Cela ne dispense cependant pas le Conseil rectoral de respecter les règles de fonctionnement de notre université, Cela ne le dispense pas non plus de prendre en compte les remarques et observations des détracteurs.

La manifestation du 28 février était le résultat d'un malaise latent qui stagnait dans la communauté universitaire. Les événements récents furent l'étincelle qui a mis le feu au poudre. Cela devait exploser d'un jour à l'autre et si ça ne s'était pas produit mercredi, la mèche n'aurait pas tenu beaucoup plus de temps.

Comme on le dit souvent naïvement, après la pluie, le beau temps! Espérons que cette tempête soit l'occasion d'un nouveau départ et que le dialogue reprendra plus sincèrement dans notre communauté universitaire.

Une fois la confiance revenue, nous pourront enfin avancer,, et peut être que notre bonne vieille Université acceptera de passer à la vitesse supérieure.

Alexandre Devos
Rédacteur en Chef



Agenda culturel

Par Catherine Demonty et Lionel Van Leeuw

jeudi 22 mars

Nederlands kot et Kot à Jeux
Soirée Casino in het Nederlands
20:00 au Nederlands Kot

Aaah, qui n'a jamais rêvé de gloire, de richesse, voire d'amour en pensant au casino... Le Nederlands Kot et le KAJ vous proposent de vivre une soirée des plus excitantes avec leur Casino in het Nederlands! Qui a dit que James Bond ne parlait pas néerlandais?

Kot et Danse
Spectacle Kot et Danse et Bal rock
20:00 à la Salmigondis

Pour une fois, le Kot et Danse dansera pour vous et vous serez leurs spectateurs! Venez nombreux à ce spectacle: si le simple fait de le regarder vous donne des fourmis dans les jambes, vous pourrez toujours vous rattraper au Bal Rock qui suivra!

contact 010/24.46.14

Cinefac - Neal 'N' Nikki
20:30 au STUD11

Ou "Comment compromettre un mariage arrangé". Neal est un jeune homme d'origine indienne vivant au Canada. Il est très populaire auprès de la gent féminine, ce qui explique qu'il n'est pas ravi lorsque ses parents décident de le marier à une jeune femme du pays. Lors de ses dernières vacances d'homme libre, à Vancouver, il va rencontrer Nikki, une jeune femme déléguée qui va lui donner du fil à retordre: il aura bien du mal à enterrer sa vie de garçon, surtout lorsqu'apparaît un lien entre Nikki et sa future épouse...

Mercredi 22 mars

Cinefac - The Road to Guantanamo
20:30 au STUD11

Dans le cadre de la semaine contre le racisme, le Cinefac vous propose cette histoire vraie. Trois jeunes Anglais d'origine pakistanaise s'y rendent fin septembre 2001 afin de célébrer leur mariage d'un ami. Ils passeront deux ans et demi à la prison de Guantanamo sans être inculpés de quelque chef d'accusation que ce soit, avant d'être enfin libérés. Un film de Michael Winterbottom et Mat Whitecross, lauréat de l'Ours d'argent du festival international du film de Berlin en 2006.

contact: 010/45.02.20 - cineforum@kapuclouvain.be

Mardi 27 mars

Kot Gratte
19:00 dans LLN
Chasse à l'oeuf ! prix : 2 €
contact 010/457.157

Operakot - Le Maître de musique
20:15 au MONT02
film de Gérard Corbiau (1988) - 2€

Cinefac: soirée Strip Tease
20:30 au STUD11
Retrouvez les meilleurs moments de l'émission mythique de la RTBF en présence de son fondateur, Jean Libon.

10 Miles de Louvain-la-Neuve

Le **mercredi 28 mars 2007**, pour la 16e fois, les rues de Louvain-la-Neuve verront défiler environ 900 coureurs à l'occasion des 10 Miles de LLN.
Inscription au CSE Animations.
<http://cse.be/10miles/>

Le mercredi **14 mars 2007**, les finales ASEUS seront organisées au Complexe sportif de Blocry.

RUN & BIKE

Le mercredi 9 mai 2007 a lieu le RUN & BIKE, symbole sportif du rapprochement entre les deux grandes universités catholiques. Cette course qui relie l'UCL à la KUL s'effectue sur une trentaine de kilomètres à travers les bois et les campagnes brabançonnaises. Le départ sera donné, cette année, à Leuven et l'arrivée à Louvain-la-Neuve.

L'épreuve peut être réalisée en course (run) ou en bike & run par équipe de deux, un sur le vélo et un qui court (alternance possible).

Inscription au Service des sports.



Tous égaux devant les syllabi?

Faisons le point

Avant de poursuivre, par cette interview des responsables de la MDL, l'analyse entamée au premier quadrimestre sur les syllabi à Louvain-la-Neuve, revenons pendant quelques lignes à l'article précédent (cf. Savate du 15 décembre, disponible sur www.aglouvain.be) et aux réactions, parfois vives, qu'il a suscitées.

Nous avons été accusés de comparer des prix sans comparer le service. En effet, cet article portait sur le prix des syllabi. Il n'est pas illégitime de faire une comparaison de prix ! Il est donc logique que nous n'ayons pas évoqué les services attachés à la vente des syllabi - ce qui est le sujet de l'interview de la MDL -, et que nous évoquerons en profondeur et plus généralement dans un prochain article. Il est donc logique que cet article n'était pas une évocation historique de la CIACO-DUC en particulier et des services cours en général. Il est donc logique que nous ayons comparé le prix du service de base de chacun: un tas de feuilles lisibles et reliées. Si des différences de prix existent, les services cours doivent être à mêmes de les expliquer et les assumer, surtout si elles se justifient par des services d'une étendue inégale.

Il est légitime que l'AGL s'intéresse à ce sujet, comme à tous ceux qui concernent les intérêts des étudiants, de sorte qu'il est indispensable, qu'au-delà de notre participation dans la gestion de certains services cours, nous informions tous les étudiants.

Nous réfutons donc tout manque de professionnalisme dans la rédaction du précédent article. Il ne contenait qu'une seule erreur, qui a été dûment corrigée dans un erratum ci-joint et pour laquelle nous remercions le Cercle de Droit de nous l'avoir signalée poliment.

Nous tenons encore à souligner qu'un erratum est une marque de professionnalisme dont même les quotidiens nationaux ne font pas toujours preuve.

Nous finirons donc en vous invitant à lire cette interview, qui complète notre premier article. L'actualité de cette semaine étant relativement chargée, une Savate ultérieure proposera une comparaison globale des différents services et de leur coût pour l'étudiant.

Erratum

Dans l'article *Tous égaux devant les syllabi?* de la Savate n°325, nous indiquions que l'UCL délègue l'impression officielle des syllabi de la faculté de droit à l'AEDL que nous présentions comme un cercle. Cette terminologie était inadéquate. Le cercle de droit est composé de deux ASBL distinctes et financièrement indépendantes, l'AEDL (Association des Etudiants en Droit de Louvain) qui s'occupe de l'animation dépendant de la surface bar et la MDL (Maison de Droit de Louvain) qui s'occupe de l'aspect culturel et facultaire du Cercle (dont la diffusion des syllabi et d'autres activités abordées en détail dans l'interview)

Interview des responsables du service cours de DROIT, Anne Reul et Christophe Mottard

Suite à la publication de l'article sur les syllabi dans la Savate du 15 décembre, qui présentait notamment une comparaison des prix entre les différents services cours, le service cours de droit a réagi par lettre, publiée à l'époque sur le site web du cercle de Droit. C'est pour cela qu'au-delà de l'erratum publié ci-contre, nous leur avons proposé cette interview afin de leur permettre de vous donner leur point de vue. Nous les remercions pour leur accueil et leur disponibilité.

Vos coûts d'impression sont-ils comparables à ceux des autres services cours?

Notre prix d'achat est très bas, et donc notre prix final dépend surtout des autres coûts que nous supportons : le loyer de nos locaux, le salaire de notre secrétaire, les honoraires de notre comptable, nos frais généraux. Ces dépenses sont nécessaires: par exemple, notre secrétaire nous permet de garder un contact direct avec les professeurs et notre imprimeur de façon à répondre au mieux à l'ensemble de leurs desiderata. De manière plus générale, nous sommes un petit service cours, de sorte que nos frais fixes sont naturellement un peu plus élevés qu'ailleurs.

Quelles sont vos spécificités par rapport aux autres services cours?

Premièrement, nous sommes rattachés à une seule faculté. Notre petite taille peut être un désavantage en matière de

coûts, mais, surtout, et c'est le plus important, cela nous permet de rester proches des étudiants que nous voulons servir et de bien connaître leurs besoins. En effet, nos vendeurs ont ou ont eu les mêmes cours que nos clients, les étudiants de droit, et peuvent donc les conseiller au mieux.

Deuxièmement, nos vendeurs sont des étudiants bénévoles, et donc engagés, ce qui garantit également le caractère de proximité de notre service. C'est vraiment un plus. Par exemple, nous organisons, en collaboration avec les délégués de cours, des ventes de syllabi en soirée pour les étudiants en horaire décalé qui ne pourraient pas acheter leurs supports durant nos heures d'ouverture normales. Nous fournissons un service personnalisé en fin de quadrimestre. Les délégués de cours nous indiquent aussi quels sont les problèmes avec les supports de cours, que nous essayons alors de résoudre avec les professeurs concernés. Notre plus grande spécificité est bien sûr le service d'aide sociale - un service unique sur LLN!

Quelle sont les particularités de la faculté de droit pour un service cours ?

Par rapport aux autres facultés, les étudiants en droit doivent acquérir beaucoup plus de livres en complément de leur syllabi. Ces codes et les précis coûtent naturellement beaucoup plus chers que les syllabi. Nous essayons, même si ce n'est pas facile, de limiter le plus possible notre prix de vente afin d'assurer notre service aux étudiants. En fait, nous vendons les codes au même prix "étudiant" que les libraires, que les auteurs négocient directement avec les éditeurs. D'autre part,

nous essayons d'être un peu moins chers que les libraires pour les précis. Nos marges sont donc assez faibles sur ces postes, ce que nous devons compenser ailleurs.

L'article précédent montrait que vous êtes relativement chers pour les syllabi. Serait-il possible d'augmenter vos marges sur les codes ou les précis, que tout le monde n'achète pas, pour diminuer le prix des syllabi?

Non, car les précis constituent trois quart du budget supports de cours d'un étudiant en droit, pour cette raison nous ne voulons pas surcharger ce budget déjà très conséquent. D'ailleurs, la grande majorité achète ces précis qui reste malgré tout indispensable pour certains cours.

Plus fondamentalement, nous demandons aux professeurs de ne pas faire acheter de livres superflus à leurs étudiants et que le plus de contenus possible soient transformés en syllabi. Nous espérons donc faire baisser les frais pour les étudiants, qui en bac tournent autour de 50€ pour les syllabi et 100€ pour les livres par quadrimestre et s'élèvent à 250€ en licence.

En demandant à tous les professeurs de produire un support de cours, nous espérons également faire augmenter les volumes de syllabi et donc faire baisser les prix grâce à des économies d'échelle.

Quelle est votre politique financière?

La MDL, dont le service cours fait partie, est une ASBL indépendante de l'AEDL, l'autre ASBL du Cercle de Droit, qui gère la surface de soirée. La MDL vise l'équilibre financier en tenant compte de ses coûts. En fait, elle est la facette du Cercle de Droit qui est réellement un service à la faculté. Nous bénéfi-

cions d'ailleurs du soutien, uniquement moral et non financier, de la faculté. Nous consacrons donc chaque année environ 7500 €, ce qui est d'ailleurs une somme très faible par rapport à l'ensemble de nos coûts, à organiser un service social. 7500 € vont soutenir les autres activités de la MDL, c'est-à-dire la Revue, qui est très réputée et attire environ la moitié des étudiants de la faculté, ainsi que le Bègue, notre magazine. Nous considérons que ces activités constituent une vitrine pour la Faculté et contribuent à créer un lien fort entre les étudiants, de sorte qu'il est naturel pour nous de les soutenir financièrement afin de contribuer à leur pérennité.

Revenons sur votre service social. Comment cela fonctionne-t-il et combien d'étudiants en bénéficient?

Chaque année, nous attribuons, sur fonds propres, à des étudiants boursiers des réductions pour une valeur totale de 7500€. Concrètement, nous faisons appel à un assistant social pour répartir ce montant entre les étudiants boursiers qui en font la demande au Service d'aide aux étudiants de l'UCL. Ensuite, celui-ci distribue des bons d'achats aux étudiants concernés qui viennent simplement chez nous se procurer leur syllabi grâce à ceux-ci. Cette année, nous aidons ainsi, car rappelons-le, ce n'est pas l'UCL qui finance cette aide, mais bien le service cours de Droit, environ 100 étudiants.

Par Adrien Dandoy et Lionel Van Leeuw

Bientôt le 10 juin...

En vue des prochaines élections, La Savate a rencontré des acteurs politiques belges de premier ordre, afin de leur parler sans détours de leur parti, de leur programme et de leur vision de Belgique.

Première à se prêter au jeu: **Isabelle Durant, Secrétaire Fédérale d'Ecolo.**

Propos recueillis par Alexandre Devos

Selon vous, qu'est-ce qui rassemble les Belges encore? A part le foot, la bière et le roi?

Qu'est-ce qui rassemble un peuple en général? Il y a des tas de choses. Quand on a assisté à la Marche Blanche ou à la Marche pour Joe, on a senti que les gens, qu'ils viennent de Flandre, de Wallonie, vibraient pour la même chose (que ce soit une émotion positive ou négative).

J'étais là pour le 175^e de la Belgique à l'esplanade du Palais de Justice, moi je n'avais jamais vu une ambiance extraordinaire comme ça: flamands, wallons, bruxellois, sans papiers, il y avait un tas de gens, là... des bons moments.

Mais ce sont des émotions. La vie n'est pas faite que d'émotions. Qu'est-ce qui nous tient? La raison, peut-être. La Belgique est tellement petite qu'une séparation n'a guère de sens. Et puis, on a une histoire commune, même si on vit dans des univers différents, il y a plein de Wallons qui vont à la Vlaamse Kunst et des Flamands qui vont dans les Ardennes, donc je ne crois pas que des problèmes se posent entre les gens eux-mêmes, c'est plutôt dans la classe politique.

Pourquoi? Entre autres parce que le mouvement nationaliste flamand (et le mouvement flamand en général) est dans une phase de "maturité", alors qu'en Wallonie, le régionalisme wallon est un peu fatigué. A Bruxelles, on sent des mouvements plus régionalistes d'une densité bruxelloise. Pour moi, ce pays a toutes les raisons de continuer à fonctionner... de façon moderne, intelligente, en bonne entente, sans angélisme, avec

des moments forts qui le rassemblent et des moments qui le séparent. Jusqu'à présent, on a toujours réussi à fonctionner! N'oublions pas que la belgitude ne se porte pas mal à l'étranger... l'image de la Belgique est loin d'être mauvaise, que ce soit économiquement ou culturellement. Et, ayant beaucoup travaillé à l'échelle européenne, quand j'étais ministre au cœur de la présidence belge de l'UE, j'ai pu constater que le savoir-faire de la Belgique (compromis, recherche de surface dans laquelle chacun trouve quelque chose) est reconnu. Regardons la Belgique dans la durée, et pas dans la conjoncture actuelle! Les perspectives changent!

Un Premier Ministre francophone, c'est possible ?

Je suis pas sûre qu'à ce stade dans l'évolution de la Belgique, ce soit une bonne idée: tentons d'abord d'être plus forts au niveau fédéral. Ceci dit, une alternance serait normale, et pourrait même être dans la Constitution, de manière à pouvoir ouvrir le jeu.

Et l'élargissement de la Région Bruxelloise, qui pourrait être une solution à pas mal de choses, mais dont les Flamands ne veulent pas entendre parler. Vous êtes pour, vous pensez qu'un jour ça va arriver?

Je suis pour. Je crois que dans n'importe quel autre pays, on dirait que ça va de soi parce que l'hinterland économique,

Laurette Onkelinx: 7/10

C'est quelqu'un qui bosse. C'est un bon soldat de son parti, un peu 1^{er} de classe ce qui m'énerve fortement. Pour ce qui s'est passé à Schaerbeek, c'est le jeu de la politique. Lorsque j'ai du quitter le Gouvernement en 2003, personne ne s'est inquiété et tout d'un coup tout le monde a pitié de Laurette Onkelinx.

Faut pas faire de la politique alors, la broderie c'est moins dangereux!

José Boué - 7/10

Il est un peu le Riccardo Petrella de la malbouffe et a fait avancer un certain nombre de questions sur les OGM. Mais quand je l'écoute, je trouve parfois que c'est un peu naïf. C'est cependant très utile pour faire avancer les questions. Il a créé une prise de conscience mais quand on connaît un peu les dossiers, on se rend vite compte que son argumentation est très plate. Ces méthodes sont relativement hard mais bon, jusqu'à présent il n'a jamais tué personne. C'est dommage qu'il tombe dans le piège de l'extrême gauche et du "Y a qu'à" c'est vraiment inutile!

Nicolas Kulot - 7/10

D'abord c'est un beau gars, ce qui est déjà une qualité en soi (rires). Je trouve que son action est très bonne et qu'il a fait avancer pas mal de choses chez les politiques. Mais attention, son pacte écologique n'est pas un pacte de gauche. Il regroupe de nombreuses idées avec lesquelles je ne suis pas toujours en accord, notamment au sujet du nucléaire. Je pense qu'il a bien fait de ne pas se présenter aux élections présidentielles. Cela aurait été une curieuse candidature et il aurait un peu bouffé des voix à tout le monde sans pour autant être pertinent. Je pense aussi qu'il se serait fourvoyé dans un exercice qui n'est pas de ses cordes. Il faut qu'il continue à faire l'inventaire des réelles actions de Sarkozy et Royal.

social et culturel de Bruxelles dépasse largement les 19 communes. Mais nous sommes en Belgique...

C'est comme pour le reste ! Moi je serais plutôt pour une république, ça me paraîtrait démocratiquement mieux... mais nous sommes en Belgique! On en parle donc, de cet élargissement,

et on dit que c'est une chose qui est tout à fait nécessaire, mais je ne pense que nous puissions l'obtenir dans un futur proche. Je pense qu'il faut plutôt compter sur d'autres formules de coopération pas faciles, qui prennent du temps...

Si la fin de la Belgique n'avait pas été une fiction, qu'est ce que vous auriez fait?

Pas grand-chose... Ca ne m'aurait pas nécessairement effrayée, je crois que la vie aurait continué. Si la Belgique meurt, ça sera à tout tout petit feu, et je pense que je ne le verrai pas... On a le temps!

Le changement climatique est un thème d'actualité, on l'a vu ces derniers mois. Comment Ecolo se démarque-t-il dans le débat que tout le monde s'est approprié? Quels "plus" apporte-t-il?

Après 25 ans de combat solitaire, c'est intéressant de voir qu'en quelques mois, tout le monde est là de tous les côtés, à droite, à gauche, au centre.

On ne fait jamais la révolution seul, c'est très bien que d'autres s'engagent... Simplement, je doute que cela devienne le cœur du programme des autres partis, contrairement à Ecolo.

Aujourd'hui, on doit se battre pour sauver la Terre, pour pouvoir

rester dessus, pour nous-mêmes et pour les générations qui nous suivront.

Quand on regarde autour de soi, il me paraît essentiel que l'écologie un centre, avec un pilier environnemental, un pilier social, et un pilier économique.

Les Ecolo, nous sommes et resterons, avec deux longueurs d'avance. Voilà notre spécificité. Nous voulons voir plus loin que les directives européennes et réfléchir sur la durée, pas uniquement sur la durée de nos mandats.

L'engouement actuel des politiques pour l'environnement: une mode, une bonne conscience, de la démagogie ou de la bonne foi?

C'est probablement un peu des 4, mais ce serait prétentieux de dire que c'est que de la démagogie. Ça l'est parfois, comme par exemple quand j'entends un bourgmestre socialiste déclarer: "Je me demande bien pourquoi depuis 3 mois tout le monde parle du changement climatique... D'ailleurs dans 3 mois ce sera sûrement fini!". C'est la preuve que pour certains c'est de la démagogie. Je pense cependant que dans tous les partis, même chez les libéraux, certains croient vraiment qu'il faut faire quelque chose. Pour le reste, Ecolo n'a pas le monopole de l'environnement, tout comme les socialistes n'ont pas celui du social ou les libéraux de la liberté d'entreprendre. Chacun parle de son sujet favori mais cela n'empêche pas de traiter d'autres sujets et d'alimenter le débat démocratique.

Didier Reynders déclarait récemment qu'il apprécie qu'Ecolo change son discours en transformant la peur du changement climatique en un défi plein de nouvelles opportunités. Y a-t-il vraiment eu un changement?

Notre stratégie de faire du changement climatique un vecteur de défis, de nouveaux emplois, de filière économique pour remettre un peu debout la Wallonie malade, n'est pas nouvelle !

Je crois plutôt que c'est Didier Reynders qui change de stratégie, c'est le MR qui change de stratégie car ils se rendent compte qu'en tapant sur Ecolo, ils font monter le PS. Du coup, ils n'ont jamais été aussi charmant avec nous (rires).

Juste avant les élections présidentielles françaises, quel est votre regard sur les Verts en France ?

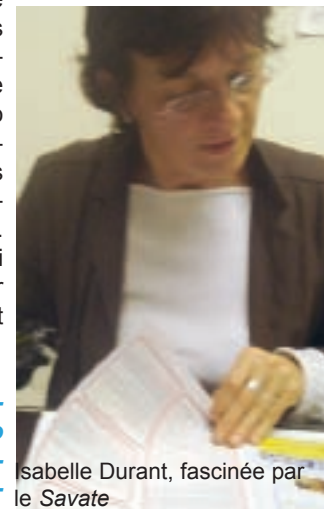
(Soupir) C'est terrible ! Il y des gens comme Dominique Voynet et Noël Mamère que j'apprécie beaucoup, et je suis désespéré de voir leur mode de fonctionnement et leur capacité de division affligeante. Je ne comprends pas comment des gens d'une telle qualité parviennent à être aussi bordéliques. C'est catastrophique.

Pourtant sur le fond, ils réalisent un bon travail comme à Paris, où l'adjoint au Maire (un Vert) a permis la réalisation de grandes avancées en matière de mobilité sur la capitale française.

Je déplore leur organisation désastreuse qui nous donne aussi une mauvaise image alors que ce n'est pas du tout le cas chez nous, où nos projets sont le fruit d'un travail collectif.

Un point d'Ecolo qui vous tient particulièrement à cœur ?

La manière de porter la solidarité. Je crois que l'écologie envisage la solidarité d'une autre manière. La solidarité traditionnelle vise une égalité à laquelle nous n'arriverons



Isabelle Durant, fascinée par le Savate

jamais... et un certain paternalisme.

La solidarité à la sauce Ecolo c'est une solidarité "Ici et Maintenant" qui vise à faire participer les gens pour qu'ils se mettent debout et deviennent des individus libres et autonomes, capables de dire aux politiques d'aller se faire voir. Pas dans la logique "Je vous ai rendu un service, vous m'en rendrez un aux élections".

C'est aussi une solidarité "Demain et Ailleurs": être solidaire avec les autres habitants de notre planète et avec les générations futures.

Nous avons une responsabilité sur le long terme, même si nous ne serons plus là pour le voir.

C'est cette motivation qui m'a fait entrer à Ecolo, plus que la défense pure

et dure de l'environnement, en tous cas au départ.

Nouveau point d'Ecolo, c'est ce service public pour les jeunes...

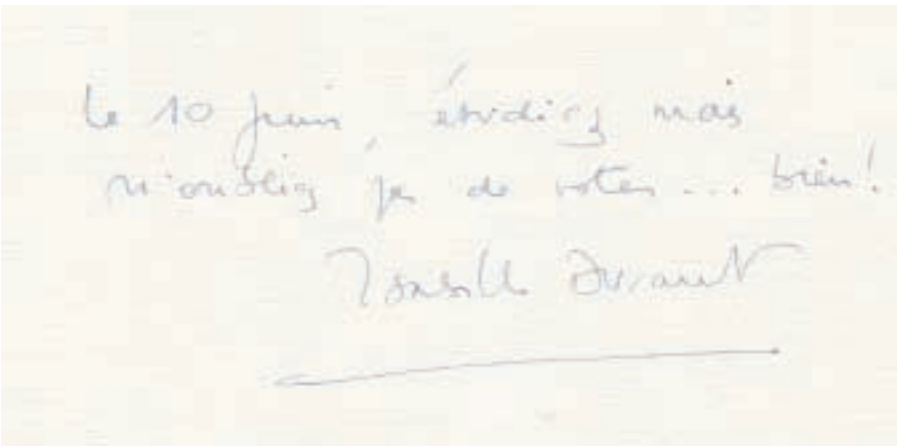
Nous proposons l'idée de faire un Service Civil après les études (avec bien sûr la discussion autour de la question de l'obligation parce qu'il n'est pas question que ce soit obligatoire pour quelqu'un qui a une possibilité d'emploi). Ce serait à la fin d'un cycle: secondaire ou universitaire etc.

Nous en sommes là dans la discussion, mais le programme n'est pas encore finalisé. En tous cas, on veut aller plus loin que le "Contrat Pluriactivité" (au programme en 2003) et un peu moins loin qu'un service civil obligatoire pour tout le monde à date fixe. Ca demande réflexion.

Vous avez sûrement entendu le projet de fusion des

universités. A titre personnel, et au nom d'Ecolo, vous avez un regard particulier là-dessus?

Je ne connais pas très bien le dossier, mais ce qui m'a choquée, c'est que la fusion intervient sur une base confessionnelle. Je trouve que, si fusion il doit y avoir, c'est sur base de complémentarité académique, de formation, de filières... De plus, la coopération est dans Bologne et il faut éviter les doublons.



Les Académies sont constituées, mais attention à un processus de rapprochement trop précipité et à ce que la fusion ne laisse pas des établissements trop excentrés sur le bord du chemin, car alors se pose le problème de la mobilité des étudiants.

Si on garantit le maintien d'une implantation existante, ça ne veut pas dire que toutes les formations continueront à se donner au même

endroit qu'auparavant.

Avançons à un rythme raisonnable et en essayant d'intégrer la problématique de la mobilité des étudiants, ainsi que des petites universités, des petites unités qui pourraient être lâchées dans le paquet.

Le Numerus Clausus en Médecine et en Dentisterie demande une solution. Ecolo a travaillé sur une solution, et notamment sur un transfert de compétences au niveau du fédéral...

Ca fait longtemps qu'on dit "Arrêtez avec le Numerus Clausus, vous vous trompez, on va manquer de médecins généralistes". Et c'est vrai !

Il y a enfin un mouvement qui se retourne, et on commence à se rendre compte réellement qu'en milieu rural, on manque de médecins.

Parlez-nous de vous!

Comment êtes-vous arrivée en politique?

Pas du tout par hasard! Je me suis toujours investie dans toute sorte d'activités collectives. Ensuite, j'ai été prof durant des années après ma formation d'infirmière. Et de fil en aiguille j'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreuses personnes comme Olivier Deleuze avec qui je vivais en kot, c'était baba cool! (rires) Ce réseau m'a conduit vers Ecolo. J'allais à gauche, dans une gauche que je voulais plus intelligente. Mon arrivée dans la politique professionnelle s'est faite tout naturellement par la suite.

Etre une femme en politique, c'est comment?

C'est gai! Autant chez Ecolo que dans le monde de la politique. Les mœurs ont changé: on est respecté en tant que femme. Quand on se pose en acteur de terrain, je dirais même que c'est un plus. Moi qui ai du travaillé dans le secteur du transport routier, secteur ô combien masculin, et bien j'ai pu remarquer qu'une présence féminine est un atout. Bon, faut pas jouer la vierge effarouchée non plus, sinon on ne se fera jamais respecter.

Si vous redeveniez étudiante pour une semaine, vous feriez quoi?

J'irai un peu aux cours, ne fût-ce que pour ne pas trop culpabiliser. J'ai fait un an à Louvain, mais j'y ai fait beaucoup de choses sauf aller aux cours (rires). Sinon, je pense que je passerais des soirées à des discussions intelligentes ou non avec un tas de gens. C'est fou comme Louvain-la-Neuve regorge de personnes différentes. C'est un lieu de croisement et de rencontres extraordinaires. Et puis, je pense que je mangerais un peu mal et ne dormirais pas beaucoup (rires)! Je crois que je m'amuserais bien.

Citez-moi une personnalité francophone politique hors Ecolo, pour laquelle vous portez beaucoup d'estime.

Louis Michel. Il peut avoir des côtés insupportables quand il fait l'opportuniste ou dit n'importe quoi parce qu'il veut aller trop vite. Mais à côté de ça, c'est quelqu'un qui est très sincère, qui a pris des positions courageuses et intéressantes. Il a ce côté chef de village qui a apporté beaucoup à la politique étrangère de la Belgique même si il y a eu quelques maladresses. Il a quand même réussi à secouer les vieilles momies de la diplomatie belge.



Outre les musiques noires comme le blues et le gospel, le jazz puise ses origines dans les musiques populaires qui étaient jouées dans le Sud des Etats-Unis : marches militaires, musique de cirque, folksongs, musique de salon pour piano, chants évangéliques, danses comme la polka, la gigue, le cakewalk, les branles ou la quadrille (square dance). Toutes ces musiques ont des origines fort diverses. On ne sait pas où ni comment est apparu le jazz, mais c'est à la Nouvelle-Orléans, au début du siècle, qu'il a trouvé sa mesure. Jusque-là, les noirs américains pratiquaient les work songs (chant de travail des cueilleurs de coton et des poseurs de rails), le blues (chansons interprétées par des itinérants) et le negro spiritual (chant religieux).

A la fin du 19ème siècle d'autre part, des pianistes comme Scott Joplin jouaient le ragtime, une musique de type européen au rythme marqué. Ces éléments et d'autres encore (danses, fanfares, ...) s'amalgamèrent dans une ville elle-même très mélangée (population blanche, noire, créoles, ...) animant en particulier le quartier plutôt mal famé de Storyville. Après la première guerre mondiale, La Nouvelle-Orléans devint port militaire et, pour sauvegarder la vertu des soldats, le quartier de Storyville fut fermé. Le jazz remonta le Mississipi et jeta l'ancre à Chicago, New-York...pour finalement s'étendre aux quatre coins du globe.



Swing & Middle Jazz

Le swing est une manière d'interpréter le jazz en faisant balancer le rythme. Correspondant à l'ère des big bands et des grands orchestres, l'époque du swing (1920-1940) est aussi appelée époque du "middle jazz". C'est à cette époque qu'on voit se développer dans le jazz, les cuivres, notamment le saxophone. Quelques noms importants : Benny Goodman, Fletcher Henderson, Louis Armstrong, Duke Ellington, Ella Fitzgerald, Billie Holiday, Django Reinhardt.

Be-Bop

Le bebop (1940-1950) est né de l'association de musiciens afro-américains souhaitant s'affranchir de la discipline des big bands et des contraintes du swing en tant que musique de danse. Créant alors des formations plus réduites laissant plus de liberté dans l'interprétation et plus d'opportunités pour jouer des solos. Les premières expériences bebop sont le fruit des sessions de Charlie Parker, Dizzy Gillespie et Kenny Clarke. Le bebop est un jazz presque intellectuel au tempo très rapide.

Latin Jazz

À la fin des années 1940, des jazzmen (entre autres: Dizzy Gillespie et Charlie Parker) vont incorporer les rythmes afro-cubains dans leurs musiques, c'est ainsi que naîtra le « cubop », bebop cubain, appelé plus tard latin-jazz. Le latin-jazz combine donc les rythmes latino américains aux harmonies du jazz des USA. Le latin-jazz brésilien inclut la bossa nova et la samba, tandis que le jazz afro-cubain comprend la salsa, le merengue, le son cubain, le songo, le mambo, et le cha-cha.

Jazz Manouche

Le Jazz Manouche est le style révélé par Django Reinhardt qui introduisit le jazz dans la culture manouche (originaire des régions situées entre le nord-ouest de l'Inde et le plateau iranien, et dispersée aujourd'hui un peu partout). Les instruments de base sont la guitare acoustique de type Selmer, le violon et la contrebasse mais aussi l'accordéon et la clarinette. Le jazz manouche utilise plusieurs types de rythmiques : la valse, la bossa nova (rumba), le bolero et le tango.



LLN Open Jazz Festival

DU 5 MARS AU 15 MARS A LA FERME DU BIÉREAU

Plus d'infos sur www.llnjazz.be

Pour sa huitième édition, l'Open Jazz Festival, vous propose de partir une nouvelle fois à la découverte ou à la re-découverte de l'éclectisme du Jazz. Gagnant chaque année en maturité et professionnalisme, ce festival, créé en 2000, vous accueillera cette année dans "La Grange" de la ferme du Biéreau. Initialement proposé dans un bar-restaurant à des connaisseurs de Jazz, Le public c'est très vite étendu ouvrant alors la porte de la Salmigondis, et, pour la première fois cette année, de la grande salle de la ferme. Voulant faire vivre au public une expérience musicale de qualité tout en gardant un esprit "découvertes de jeunes talents", la variété des concerts proposés par le kot certino ne manquera pas de vous surprendre par le rythme et l'originalité...

Blandine et Marine

Programme

Lundi 5 mars 2007 20h45

Grande soirée d'ouverture (gratuite) avec So What, Andreas Cactus Band & Red Flowers

Mardi 6 mars 20h45

Jef Neve Trio

Des envolées mélodiques d'une rare intensité, une spontanéité et une harmonie intense... Que l'on aime le Jazz ou pas, il est difficile de ne pas rester subjugué par leur concert.

Lundi 12 mars 22h00

Lundi de la Guitare Jazz Session

Scène ouverte à tous les musiciens... Emportez vos instruments et venez jouer quelques notes !

Mardi 13 mars 20h45

Om Trio

Ils nous emmèneront dans le monde du Jazz « de manière douce et dynamique, une invitation au voyage où l'échange avec le public est primordial ».

Mercredi 14 mars 20h45

Original Paris Swing

Valses manouches, swings endiablés de Django... Ces messieurs savent s'y prendre pour mettre de bonne humeur et swinguer!

Jeudi 15 mars 20h45



Atelier Théâtre
Jean Vilar

Dramuscules

Thomas Bernhard

du 1er au 30 mars 2007

Cinq courtes pièces autour du fascisme ordinaire : quand des propos anodins basculent dans la violence et l'intolérance. Un sujet brûlant d'actualité traité sur le mode burlesque... pour rire et réfléchir.

Mise en scène : Armand Delcampe

Avec Marie-Claire Clausse, Hervé Guerrisi, Marie-Line Lefebvre, Alix Mariaule, Patrick Ridremont, Cécile Van Snick, Gérard Vivane, Alexandre von Sivers

tarif étudiant : 10 € la place

© peinture : Roger Somville



0800/25 325
www.atjv.be



Dossier

QUI POURRA SAUVER L'UNIVERSITÉ?

La question doit être posée!

Le Plan de Développement, dont vous entendez sans cesse parler ces jours-ci, s'est donné cette noble mission. Il ne veut rien d'autre que mettre en place des "remèdes structurels" pour que l'UCL parvienne à un équilibre financier et s'engage dans la voie du futur.

A côté de cela, l'AGL (entre autres) a décidé de veiller à vos intérêts pour que le Plan de Développement ne se mette pas en place au détriment des étudiants.

Nos missions, et nous les acceptons: batailler pour que l'Université reste un lieu démocratique où chacun puisse faire entendre sa voix; vous informer un maximum, afin que vous puissiez vous faire une opinion et (ré)agir le moment venu. Tel est le but de ce dossier spécial.

L'Université ne doit pas former des cerveaux, mais des hommes et des femmes libres! Nous vous encourageons à vous approprier le débat et - pourquoi pas? - à vous y engager. Rendez-vous à l'AGL pour en discuter!

Le Comité de Rédaction

Les étudiants envahissent le Conseil d'Administration

Mercredi 28 février, il est 13h30. Les étudiants se rassemblent Grand-Place. Par petites grappes une masse commence à se former sous les banderoles de l'AGL. Le Président sort son gueulophone.

Un seul mot d'ordre: empêcher le Conseil d'Administration de se réunir tant qu'il ne renonce pas à voter les points relatifs au Plan de Développement. Les chants commencent à se faire entendre, direction Place de l'Université. Les badauds ont le regard attiré vers le brouhaha naissant dans la paisible Grand-Rue. Les grilles des Halles apparaissent au loin. Rapidement les étudiants se fauillent dans les couloirs désertés en cette pause de midi, sous le seul regard de Léon et Valérie (NDLR: les deux tous nus de la fontaine, pour ceux qui ne le sauraient pas). Au gueulophone, une voix scandé "Nous vous invitons à envahir le Sénat académique dans le calme".

Troisième étage. Les étudiants pénètrent dans la salle. La nouvelle va bon train... Rapidement elle arrive au cinquième, au rectorat, alors que quelques membres du CA débarquent sans comprendre ce qui leur arrive.

300 étudiants s'installent dans la salle, la chaleur augmente, quelques chants continuent à résonner. Ca y est : un membre du Conseil rectoral nous informe qu'une délégation va être reçue dans le bureau du Recteur. En attendant, hors de question de quitter les lieux. Nous resterons jusqu'à ce que la décision tombe, et la bonne décision! Les représentants de la FEF (Fédération de Etudiants Francophones) viennent également apporter leur soutien, les journalistes accourent. Après de longs et chauds moments d'attente, la délégation étudiante revient avec de bonnes nouvelles. Les étudiants évacuent le Sénat Académique pour se réunir dans le hall principal.

Damien prend la parole: le Recteur renonce à faire voter la mise en application du Plan de Développement dans les règlements de l'université aujourd'hui.

Un petit cachet d'aspirine et les membres du CA peuvent enfin commencer leur réunion... Paisiblement?

En une matinée, l'AGL aura donc réussi à mobiliser le monde étudiant et à se faire entendre efficacement. Cela faisait longtemps qu'on n'avait plus eu recours à de telles méthodes à l'UCL... Mais à la sortie des Halles, on entendait dire qu'il faudrait peut-être le faire plus souvent...

Récit d'Alexandre Devos



Dossier

Dernière minute !!

Suite aux demandes de nombreux étudiants désireux d'en savoir plus sur le plan de développement, l'AGL organisait ce jeudi 8 mars une séance d'information, sur la pause de midi. La séance se déroula en deux parties ; la première s'attachant à décrire l'histoire du plan de développement en détaillant les différentes positions qu'avait défendues l'AGL au cours du processus, et la seconde partie résumant les pourquoi et comment de la manifestation du 28 février et des actions qui ont suivi.

L'auditoire comble fut la preuve de l'intérêt des étudiants pour l'université. Je profite de l'occasion pour les remercier !

Damien Delépine



La manif des étudiants... et la suite?

Retour sur les causes de la manif, et sur la suite des événements...

Pourquoi la grogne des étudiants?

Lors de sa réunion de février, le Conseil académique (CAC) était appelé à se prononcer sur 32 propositions qui avaient pour but de mettre en application le fameux Plan de Développement (PDD) dans les structures de l'UCL. Quelques-unes de ces propositions furent adoptées, mais pour la plupart, le Conseil académique avait demandé au recteur de revoir sa copie. Il était prévu que des propositions modifiées soient soumises au CAC lors de sa prochaine réunion, le 5 mars. Toutefois, le Conseil d'Administration (CA) du mercredi 28 février avait déjà à son ordre du jour une modification des règlements organique et ordinaire visant à implémenter les propositions que n'avait pas encore adoptées le Conseil académique. Pour les étudiants, il s'agissait là d'un court-circuitage des procédures normales de décision, et ils n'ont vu d'autre alternative, pour l'empêcher, que de bloquer le CA. Rien ne portait en effet à penser, dans la présentation des documents, qu'ils feraient l'objet de procédures de discussion particulières, comme il en fut ensuite fait état. Ils étaient en effet présentés comme tout autre document soumis pour délibération, et figuraient en tant que tels à l'ordre du jour.

Plus que le fond, c'est donc la manière dont le recteur a tenté de faire passer ces modifications que nous avons voulu contester. Malgré ce qu'en dit le recteur, la concertation semble en effet difficile à l'UCL, et depuis plusieurs mois, nous avons le sentiment de ne pas être suffisamment entendus. Par notre action, nous voulions donc dénoncer l'absence de prise en considération des avis exprimés au sein des organes de l'université (comme en témoigne encore le PV du Conseil académique de février, qui juge adoptées des propositions que le CAC avait en fait refusées).

Au-delà de la procédure, les modifications aux règlements posaient également problème sur leur contenu. Elles tendaient en effet à réduire la place de la démocratie dans le fonctionnement de l'université, en limitant les mécanismes de participation, de contrôle et de représentation aux différents niveaux de compétences. De la sorte, le pouvoir du recteur se trouvait considérablement accru de différentes manières, notamment:

- alors qu'aujourd'hui, l'administrateur général, le vice-recteur aux affaires académiques et le vice-recteur aux affaires étudiantes, membres du conseil rectoral, sont élus indépendamment du recteur par le CAC, le recteur choisirait désormais lui-même l'ensemble des membres de son équipe de direction, moyennant une simple confirmation du CAC, qui devrait, le cas échéant, motiver son refus.

- le recteur choisirait lui-même les matières pour lesquelles il désignerait des vice-recteurs. Nous n'avions donc aucune garantie du maintien d'un vice-recteur aux affaires étudiantes.

- le Conseil rectoral composerait pour une grosse partie le Conseil d'administration et aurait une présence accrue au Conseil académique, alors que ces deux organes sont actuellement les seuls moyens de contrôle de son action.

- le recteur serait nommé pour 8 ans et non plus pour 5 ans. Certes, ce mandat ne serait plus renouvelable alors qu'il l'est aujourd'hui, mais cela signifiait que l'on donnerait au recteur un blanc-seing pour une période beaucoup plus longue, sans possibilité de révocation.

De même, les organes compétents au niveau des secteurs ne devraient rendre de comptes à aucune instance plus large, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui avec les Conseils de faculté. D'autres modifications, plus techniques, allaient également dans le même sens.

La manif de mercredi

C'est cet ensemble de raisons de forme et de fond, qui ont motivé la grogne du 28 février. Lors de cette action "coup de poing", une délégation étudiante a pu rencontrer les autorités pour exposer leurs griefs. La réunion fut plutôt tendue: "Vous avez décrédibilisé l'AGL... ce que vous dites est factuellement faux...", et j'en passe. Les autorités se braquant sur un tract pas assez nuancé, elles n'ont pas vraiment entendu quel était notre véritable problème: le manque de concertation, et cette impression de fuite en avant ressentie à propos Plan de développement.

Malgré cette ambiance délétère, les revendications qui avaient suscité la mobilisation ont été entendues et prises en compte. Au niveau de la réforme de la gouvernance de l'UCL, nous avons obtenu que rien ne soit voté lors du CA qui devait suivre et qu'on ne ferait qu'y discuter des modifications proposées. Il nous a été également promis qu'aucune décision ne serait prise lors du CAC du lundi suivant, afin de permettre à une concertation plus large d'avoir lieu. Les autorités ont voulu nous faire croire qu'il avait toujours été question de procéder de la sorte. Mais lorsqu'on constate que la présence

de J.-J. Viseur était initialement prévue pour le point sur la gouvernance du CAC de lundi (elle a ensuite été soudainement annulée...), on peut douter qu'un personnage de son importance ne se déplace que pour entendre les remarques des différentes composantes de l'Université (Corps Académique, Personnel Administratif, Technique et Ouvrier, Corps Scientifique, Etudiants et Doyens). A cet égard, il faut aussi noter que tous les membres du Conseil académique reçurent, mercredi après-midi, un courriel précisant que les documents relatifs au PDD ne feraient le 5 mars que l'objet d'une discussion, et qu'aucune décision n'était prévue en dépit de ce qu'annonçait l'ordre du jour. Dès lors peut-être serait-il plus juste de dire qu'en réalité, nos demandes avaient été devancées par des autorités sentant que la tension était à son comble au sein de l'université. Nous avons préféré leur laisser le bénéfice du doute en ne pointant pas les incohérences et les revirements qu'avait connus leur position.

Nos demandes ayant été rencontrées, les étudiants ont évacué le Sénat académique pour permettre au CA de prendre place. Il se déroula de manière très cordiale, plusieurs administrateurs marquant même leur compréhension et leur soutien vis-à-vis de la position des étudiants. Tant bien que mal - les discussions tournant vite en rond - nous avons pu énumérer nos remarques relatives à certains points de la gouvernance, le reste étant reporté à une réunion ultérieure... L'action de mercredi avait donc porté ses fruits, puisque le vote n'allait pas avoir lieu. Nous ignorions alors à quel point la suite des événements allait nous conforter non seulement dans notre démarche, mais également dans nos revendications.

Les choses se bousculent...

Jeudi 01/03: La lecture de la presse nous démontre que notre action de la veille n'est pas vraiment passée inaperçue et que les médias - certains bien mieux que d'autres - se sont intéressés à notre "combat". Par différents contacts avec les autres composantes de l'université, nous apprenons en outre que toute l'UCL semble s'être réveillée, avec la volonté de se réapproprier le débat. Une sorte de front commun semble s'établir, avec comme revendication principale la volonté d'y voir plus clair avant d'aller plus loin dans les réformes de la gouvernance. Le soir, le Conseil de l'AGL, réuni en séance extraordinaire, décide de la suite des actions à mener, et met au point une stratégie étudiante pour le CAC du 5 mars.

Vendredi 02/03: Le recteur appelle l'AGL en début d'après-midi. Il nous explique que l'ensemble de la problématique sur la gouvernance est purement et simplement mise au placard, en attendant la rédaction d'un exposé des motifs et d'un complément au règlement. En ce qui concerne le PDD, qui sera donc désormais dissocié de la gouvernance, le recteur annonce un retour à la discussion sur les 32 propositions au sein du CAC. Une étape supplémentaire va en outre être imbriquée dans le processus de décision, pour permettre une consultation des corps et des facultés, et le vote sur la mise en œuvre du PDD est donc remis à mai. Plus question donc de parler de modification immédiate du règlement.

Lundi 05/03: Lors du CAC, le recteur confirme les décisions qu'il nous a annoncées, et les composantes de l'université se mettent d'accord sur les mécanismes de concertation qui seront mis en œuvre pour la suite du processus. Est en outre remis en séance un document qui répond aux demandes des étudiants et devra servir de base pour les discussions futures. Les débats ont lieu avec le sentiment d'avoir (enfin?) un recteur qui, sans chercher dans le même temps des arguments pour contrer ce qui lui est dit, écoute ses interlocuteurs. Une expérience exceptionnelle, qui de l'avis de tous est à répéter aussi souvent que possible... Des propositions nouvelles peuvent ainsi prendre forme et être exposées...

Bilan

Bilan très positif donc pour l'action du mercredi 28 février, date à marquer d'une pierre blanche, à laquelle l'AGL a permis non seulement aux étudiants, mais aussi à l'ensemble de l'université, de se réapproprier le débat... même si, face un à tel revirement, nous ne pouvons nous empêcher de garder une certaine méfiance... Je terminerai en vous remerciant pour l'intérêt que vous avez montré à cette occasion: 400 personnes mobilisées en moins de 3 heures, c'est un beau challenge que, grâce à vous, l'AGL a pu relever.

par Damien Delépine - Président de l'AGL

Le Plan de développement: chronique d'une réforme controversée

Origines du projet

Le plan de développement (PDD) a à l'origine été conçu pour remédier au profond déficit budgétaire que notre université accumule depuis plusieurs années. Il s'agissait avant tout de mettre en place des "remèdes structurels" qui permettraient à l'UCL de retrouver une situation d'équilibre, et, à terme, de dégager des marges. Lors de la présentation du budget 2005, il était en effet apparu que notre université vivait au-dessus de ses moyens. Le Conseil d'administration avait donc demandé au Conseil rectoral de revoir les modes d'organisation et de fonctionnement de l'université, afin de mettre fin à une succession de mesures ponctuelles.

Parallèlement, lors de son entrée en fonction en 2004, le Conseil rectoral avait annoncé sa volonté d'adapter les structures de l'UCL aux nouvelles exigences de son environnement : l'université se trouvait confrontée à de nouvelles opportunités (la réforme de "Bologne", les académies, l'internationalisation, les nouveaux publics), mais aussi de nouvelles menaces (concurrence, financement, paysage politique, position géographique défavorable, etc.), et il était donc temps de se moderniser pour répondre à ce contexte changeant. De réponse à un problème financier, le PDD est ainsi devenu une réforme qui permettrait à l'UCL de rester "une université qui compte" en Communauté française, mais aussi au-delà.

Lignes directrices

Pour faire face aux mutations de son environnement, l'UCL devait donc s'adapter et se réorganiser. C'est l'objectif poursuivi par le PDD à travers ses cinq lignes directrices :

- mettre en place des grands ensembles, qui remplacent la mosaïque et la fragmentation actuelles
- professionnaliser les métiers, pour assurer des tâches de plus en plus techniques et compliquées, qui demandent des compétences de plus en plus pointues
- optimiser la gestion des ressources
- appliquer la subsidiarité, c'est-à-dire identifier le niveau de gestion et de décision le plus adéquat pour chaque compétence
- moderniser l'UCL, pour qu'elle soit mieux à même de faire face à son avenir

Cette impulsion de changement est appelée à toucher tous les domaines : aussi bien l'enseignement et la recherche que l'administration ou la gouvernance. Selon le recteur, "on ne peut en effet pas gérer l'UCL au 21^{ème} siècle comme on la gérait il y 50 ans."

Concrètement: gestion différenciée et coordonnée de l'enseignement et de la recherche et sectorisation

La gestion différenciée et coordonnée de l'enseignement et de la recherche, d'une part, et la sectorisation, d'autre part,

constituent en fait les deux principes fondamentaux sur lesquels s'organisera l'ensemble de l'UCL post-PDD. Ce sont donc les points de départ: de l'application de ces deux concepts découlent toutes les autres modifications (ou presque...) Alors, de quoi s'agit-il?

Lorsqu'on parle de gestion différenciée de l'enseignement et de la recherche, tout d'abord, on veut dire qu'à l'avenir, l'enseignement et la recherche (qui sont les deux activités principales de l'université) seront gérés par des structures différentes, selon leurs spécificités. A l'heure actuelle, les principales structures de l'UCL, comme les facultés ou les départements, sont en effet conçues en fonction des besoins de l'enseignement, alors que la recherche est logée dans une multitude de structures ad hoc. Il s'agit donc de rationaliser tout ça.

Selon les concepteurs du PDD, cette différenciation implique la création d'un niveau intermédiaire de gestion, disposant d'une large autonomie : les secteurs, d'où l'idée de "sectorisation". On envisage donc la création de trois secteurs: **Sciences humaines (SH)**, **Sciences et technologies (ST)** et **Sciences de la santé (SS)**.

Le but est par conséquent de créer une organisation claire et homogène qui permette de répondre à la fois aux besoins de l'enseignement, et de la recherche. Ce changement implique le remplacement, à tous les niveaux, des entités actuelles par des structures nouvelles. En bref, on efface tout, et on recommence.

Un processus en différentes étapes

Au début 2005, le recteur commence donc, dans le plus grand secret, à élaborer ce fameux PDD... Au printemps, il en présente une première version, assez bâclée selon l'avis général, au Conseil d'administration, puis au Conseil académique (C. ac.). Le Conseil rectoral propose la création de quatre groupes de travail, dont deux seulement, le groupe "enseignement" et le groupe "recherche, remettent début 2006 un rapport proposant déjà des modalités de mise en œuvre des réformes, alors que leur

bien-fondé n'a pas encore été examiné. Le Conseil académique approuve alors les deux principes essentiels du plan : la gestion différenciée et coordonnée de l'enseignement et de la recherche, d'une part, et la sectorisation, d'autre part. Lors du vote, l'AGL s'abstient, jugeant qu'elle ne dispose pas d'une justification suffisante de la pertinence de ces deux principes. **En mars**, le C. ac. met ensuite en place des groupes de travail sectoriels (ST, SH, SS), chapeautés par un groupe de pilotage, qui seront chargés de poursuivre la réflexion. Ils présentent leurs rapports au C. ac. de janvier 2007. Sur leur base, le Conseil rectoral rédige 32 propositions cohérentes pour toute l'université, qui seront soumises au C. ac. de février 2007. Quelques-unes d'entre elles sont adoptées telles quelles, tandis que la plupart devront revenir au C. ac. après avoir été amendées.



Les 32 propositions

Sans rentrer dans les détails, les propositions adoptées en février mettent en œuvre la gestion différenciée et la sectorisation, avec une structure à trois niveaux : pour l'enseignement, des "écoles", succédant aux facultés, dépendraient des secteurs, tandis que pour la recherche, il s'agirait "d'instituts", qui n'auraient pas forcément la même délimitation. Les entités de base seraient, pour les écoles, les commissions de programme, et pour les instituts, les centres de recherche. Il est également décidé que le plan rentrera en application à partir de l'année 2007-2008 pour être finalisé en 2008.

Les propositions restantes, qui ne sont pas encore adoptées, définissent la gouvernance au niveau des secteurs : chaque secteur serait géré par deux organes délibératifs, le Conseil sectoriel de recherche (CSR), et le Conseil sectoriel de l'enseignement (CSE), qui seraient respectivement attachés à ces deux missions. Un Bureau de secteur, organe exécutif dirigé par un vice-recteur de secteur, serait chargé de la coordination de l'enseignement et de la recherche, et assurerait la gestion quotidienne.

Et l'AGL ?

L'AGL s'est toujours prononcée en faveur du changement. Cependant, au cours du processus, elle a également insisté sur l'importance d'associer l'ensemble de la communauté universitaire à la réflexion, et sur le fait que des réformes d'une telle importance devaient être mûrement réfléchies avant d'être implémentées, quitte à ce qu'elles soient un peu moins rapides que ce que ne le souhaiterait le Conseil rectoral.

Pour l'AGL, il est également nécessaire que les nouvelles structures conservent un caractère démocratique, notamment au niveau de la participation étudiante. A cet égard, il nous paraît

essentiel de prévoir une responsabilité claire et délimitée pour chaque organe, accompagnée de contre-pouvoirs efficaces à tous les niveaux.

Enfin, la mise en place d'une gestion différenciée de l'enseignement et de la recherche est pour nous l'occasion de leur garantir une place égale dans l'Université : il est hors de question que cette réforme ait pour effet de favoriser la recherche au détriment de l'enseignement, qui reste, pour l'AGL, la raison d'être de l'université.

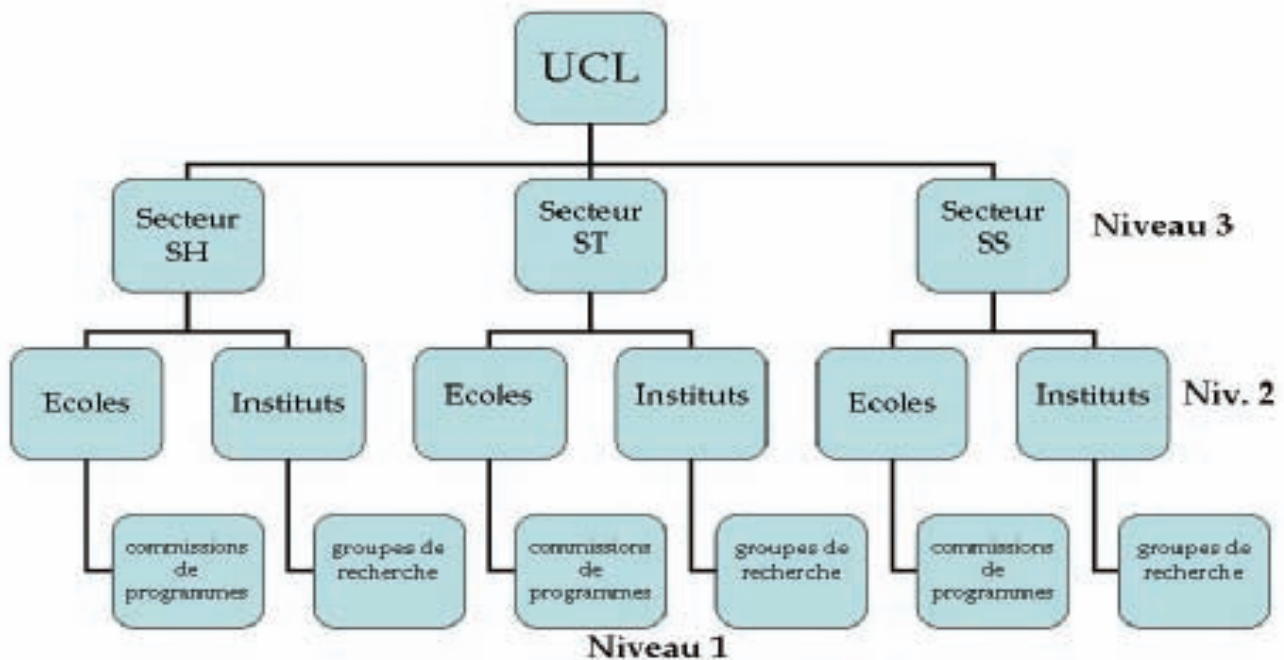


Conclusion

C'est donc depuis plus d'un an et demi que l'AGL participe au processus de concertation - relative - qui a accompagné la genèse des réformes que notre université est sur le point de connaître. Elle a toutefois eu souvent l'impression que les discussions auxquelles elle était associée ne visaient pas tant à faire en sorte que chacun puisse effectivement contribuer à l'élaboration du PDD, qu'à formellement faire avaliser des décisions sur lesquelles l'AGL avait peu de prise. Ce n'est donc pas, la semaine passée, que les étudiants ont voulu manifester avant de discuter, mais plutôt qu'ils ont refusé que l'on décide avant de discuter.

Par Lionel Van Leeuw

Un aperçu de l'UCL post-PDD...



Pouvez-vous rappeler en quelques phrases en quoi consiste PDD et quels sont ses objectifs?

C'est une impulsion générale de changement de l'UCL dans son ensemble, pour améliorer la qualité du fonctionnement de l'université et de ses activités. L'UC est un ensemble très grand: 5.000 personnes, plus de 21.000 étudiants, une très grande palette d'activités. Mais tout ceci est soumis à de nombreuses contraintes: financières, organisationnelles, légales et décrétales. Le système de Bologne est venu compliquer le tout en amenant aussi des contraintes de financement et de concurrence, avec l'internationalisation. Le monde dans lequel va évoluer l'UCL aujourd'hui n'est plus celui d'hier et celui de demain sera encore plus différent. Le défi est de savoir comment préparer notre université à affronter ce monde et à rester une grande université. Le PDD est donc un mouvement de changement, ce n'est pas un catalogue de mesures à appliquer. Les mesures sont à construire ensemble, et le plan est un cadre général qui vise à mettre en oeuvre une organisation qui garantisse le maintien de sa qualité.

Pourquoi ce PDD suscite-t-il des réticences?

Pour de nombreuses raisons, finalement. Peut-être autant de raisons que de personnes. De manière générale, le changement est toujours difficile à faire accepter, parce que c'est un défi et une remise en cause du travail effectué. L'UCL n'échappe pas à cette règle. C'est d'autant plus difficile parce que ce défi est une sorte de pari qui ne garantit pas que le futur sera meilleur. Changer, c'est s'engager. Cela suscite des craintes normales. D'aucuns auront l'impression que les choses vont trop vite. Mais de manière absolue, ça n'est pas rapide. Rappelons que ce processus est engagé depuis plus de 2 ans, et que rien n'est encore changé dans les faits. A côté des craintes que nous essayons d'entendre, il y a également de nombreuses personnes qui y sont favorables. Sinon, le processus aurait été interrompu depuis longtemps. Le PDD répond à une série d'attentes qui n'avaient jamais été entendues auparavant. Mais de ça, on ne parle jamais, on ne met en avant que les craintes ou les résistances... Beaucoup de personnes attendaient cette réforme et en sont très contentes.

Revenons aux événements de la semaine dernière... Comment y avez-vous réagi sur le coup, et comment les interprétez-vous aujourd'hui, avec un peu de recul ?

Sur le coup, c'était un peu une surprise. On a été surpris parce qu'on n'avait pas été prévenus des réactions, ce qu'on peut peut-être d'ailleurs regretter, d'une certaine manière. Les personnes qui ont réagi auraient pu nous contacter pour nous demander si ce qu'elles avaient compris ou cru comprendre était juste, et on aurait pu répondre à cette question avant de donner tant d'ampleur à la réaction. Mais peut-être que l'ampleur de la réaction, sa vivacité, ont été révélatrices d'une insatisfaction latente dans l'université et il était sans doute bien qu'elle s'exprime. Après coup, je me dis que si ça s'est exprimé, c'est que ça devait s'exprimer, et qu'on doit en tirer des leçons... Moi le premier, mais pas seulement moi: tout le monde...

Premièrement, j'en tire donc la leçon qu'on devrait mieux informer et mieux écouter...Toutefois, l'inverse est vrai aussi: comment se fait-il que certaines personnes ne se soient pas informées, et n'aient pas pu s'exprimer avant? Nous sommes dans un système très participatif, tout le monde fait partie de Conseils de facultés et de Bureaux de facultés, et il y a donc beaucoup d'endroits où on peut s'exprimer. Il ne faut pas toujours tout focaliser sur le Conseil rectoral ou le recteur: ils essaient de coordonner, mais après, c'est un système qui fonctionne par délégation... Comment se fait-il que le système de transfert d'informations, dans les deux sens, du rectorat vers la base et de la base vers le rectorat, n'ait pas mieux fonctionné? C'est donc une leçon à tirer pour toute l'université, pas seulement pour le Conseil rectoral.

Deuxièmement, après coup, on se dit qu'on aurait dû préciser le statut des documents qui ont été déposés pour discussion au CA et à qui ont focalisé la réaction... Au niveau du Conseil rectoral, nous savions que rien ne serait décidé lors du CA du 28 février. Nous savions que c'était des documents en discussion, avec des hypothèses, des pistes, dont aucune n'était nouvelle, d'ailleurs, puisque cela fait plus de 10 ans que l'on parle de manière périodique de l'élection du recteur, de la longueur de son mandat, etc.(...) Si nous avions mieux communiqué et précisé que rien ne serait décidé, et que ces propositions ne sont pas neuves dans l'histoire de l'UCL, il y aurait eu moins de crispations. A l'avenir, nous devons mieux expliquer le statut des documents et la nature des éléments qui s'y trouvent.

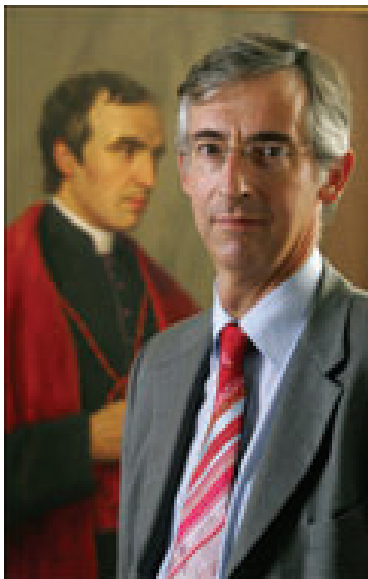
Et donc, quelles sont les réponses à donner à ce mouvement?

Aujourd'hui, nous sommes dans un système où tout le monde attend que le Conseil rectoral vienne avec des documents, et chacun est alors dans la position de pouvoir le critiquer.

Peut-être vaudrait-il mieux un système plus associatif, où les documents qui sont déposés restent coordonnés par le Conseil rectoral (parce que je suppose que c'est ce qu'on attend de la direction d'une université) mais où les propositions soient vraiment élaborées en concertation avec les autres acteurs, que ce soient les doyens, les corps ou les étudiants, pour en arriver à un processus moins unilatéral. Certes, ce type de système est une charge pour tout le monde: ça engage le Conseil rectoral à travailler de manière plus concertée, et ça engage aussi toutes les autres parties prenantes de l'université à jouer le jeu. Mais on ne peut pas être dans un système où on reproche au Conseil rectoral de venir tout seul avec les documents, et en même temps refuser de collaborer avec lui pour les préparer. D'accord pour ouvrir le jeu, mais la balle est dans les deux camps. Tout le monde doit tirer des leçons de ce qui s'est passé, et si on veut vraiment décrier la situation et mieux fonctionner, tout le monde a un rôle à jouer.

Vous avez dit, dans la presse, que les étudiants avaient préféré manifester avant de discuter. Ils ont tout de même discuté pendant plus d'un an et demi...

Ce que j'ai dit, c'est qu'ils ont manifesté avant de discuter sur



le document en question. Mon intervention ne portait que sur le document déposé au CA du 28 février, mais absolument pas sur le processus d'ensemble du PDD. Je reviens à ma toute première réponse: on a été surpris de la vivacité de la réaction alors qu'il aurait suffi d'un coup de fil, d'un email, d'un rendez-vous, pour demander si ce que les étudiants comprenaient était juste. Mais on n'a pas eu l'occasion de répondre à cette question parce qu'on ne nous l'a même pas posée.

Dans votre interview parue dans la Libre Belgique (1^{er} mars), vous avez laissé entendre que les étudiants n'avaient rien compris. Compte tenu des développements de ces derniers jours (NDLR: la réaction des autres composantes de l'université et les décisions communiquées au Cac du 5 mars), persistez-vous à le penser?

Je ne connais absolument plus par cœur les termes de l'interview de la LLB, mais je suis certain de n'avoir jamais dit que les étudiants n'avaient rien compris. Ce n'est certainement pas ce que j'ai dit, ni ce que j'ai voulu dire. Les étudiants ont justement toujours participé aux discussions (...) Je pense qu'au contraire, les étudiants savent assez bien de quoi il s'agit. Je visite assez régulièrement le site web de l'AGL et on y trouve une analyse du PDD, de son historique, que je partage dans l'ensemble. Bien sûr, il y a des jugements de valeurs que je ne peux pas partager, parce qu'encore une fois c'est toujours très facile de critiquer ceux qui viennent avec des propositions et avec les dossiers, mais ça, c'est une autre chose. Je pense donc que les étudiants comprennent assez bien (...) D'ailleurs, ils ont prouvé qu'ils suivaient assez bien le processus, c'est bien!

Comment envisagez-vous l'avenir du PDD?

On a eu un CAC lundi, qui s'est bien passé, et qui a fait place au calme. Ce qui devait être dit a été dit, et je pense que la situation s'est décrispée. Il me semble qu'on s'est mis d'accord sur un processus concerté, que le Conseil rectoral continue bien sûr à piloter, mais il est mandaté pour ça. La discussion va maintenant descendre dans les Facultés et dans les corps, dont l'AGL, sur une série de propositions. Il y avait des points qui devaient encore faire l'objet de discussions: on les a examinés un par un en proposant des alternatives. Je pense par exemple au choix des vice-recteurs: sur ce point, on s'est dit qu'on n'allait pas décider, mais plutôt consulter la base, voir ce qu'elle souhaitait et ensuite le faire remonter au CAC pour décider à ce moment-là. La responsabilité est donc maintenant aussi au niveau des doyens et des corps: C'est à eux à animer ces discussions dans les 3 semaines qui viennent.

Le CAC a aussi confirmé qu'il continuait dans la voie du PDD, en particulier par rapport à tout ce qui concerne l'organisation de l'enseignement et de la recherche. Mais rien n'a donc été décidé le 5 mars, si ce n'est de continuer. Les discussions redescendent, elles remonteront le 26 mars, et on verra ce qui est dit à ce moment-là.

On s'est mis d'accord sur une manière de procéder: constituer un groupe qui représente toutes les composantes du CAC pour rédiger un texte qui fera alors l'objet d'une décision finale. On a vraiment tiré des leçons et on s'est mis d'accord sur un processus que tout le monde souhaitait.

Vous avez donc apaisé les craintes de ceux qui vous trouvaient trop autoritaire...

J'espère qu'on les a apaisées, mais nous ne sommes pas autoritaires= Gérer l'université est très complexe, il faut pouvoir prendre des décisions et pouvoir avancer. On ne peut pas

se permettre de tergiverser infiniment. Il faut consulter, il faut que tout le monde puisse donner son avis, on ne l'a jamais mis en cause. Mais il faut accepter qu'à un moment, les organes habilités, par exemple le CA ou le CAC, puissent prendre des décisions, sinon le système est tout à fait bloqué. On vient avec un projet et on essaie de le mettre en œuvre. Si on avait tout fait en quelques jours, on pourrait être taxés d'autoritaires. Mais on parle ici d'un processus de deux ans. On peut rappeler que la discussion dans les facultés a été lancée en mars 2006, et que ce si certaines personnes dans l'université découvrent seulement aujourd'hui les questions ou ont l'impression de ne pouvoir en parler que depuis un mois ou deux. Ceci n'est pas le fait du Conseil rectoral. Il y a un an que le CAC a mis sur pieds les groupes sectoriels pour animer la discussion sur le terrain. 12 mois! Il y a quand même eu 12 mois de discussion en faculté.

Un message à diffuser aux étudiants?

J'en aurais beaucoup... Autant la manifestation des étudiants le 28 février et l'occupation du Sénat académique ont évidemment été dures à vivre, c'était un choc.

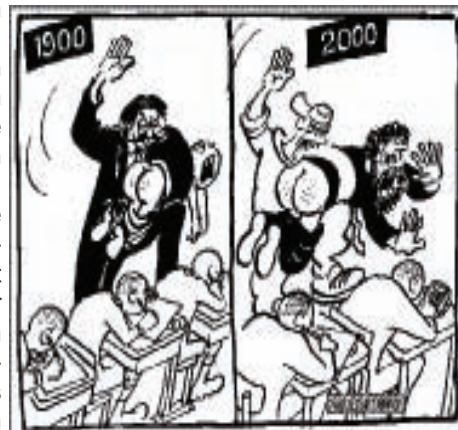
Je suis vraiment content que les étudiants aient cette capacité de réaction et de mobilisation. Parce cela prouve qu'ils tiennent à leur université. Ils pourraient être totalement indifférents (ils sont étudiants quelques années après tout qu'est-ce que ça fait...?) Mais ils tiennent à un modèle participatif, démocratique, et c'est très positif.

Ensuite, j'ai toujours dit que les jeunes d'aujourd'hui vont être confrontés, quand ils vont sortir de l'université, à une tâche qu'aucune génération avant eux n'a connue: inventer quasiment un nouveau monde, un nouveau modèle de société. Tout ce qu'on entend sur l'économie, la mondialisation, le développement durable, le réchauffement de la planète... L'avenir est assez incertain, on va devoir changer fondamentalement les modes d'organisation de notre société... et les étudiants d'aujourd'hui

vont être confrontés à la tâche de changer ce monde, pour laquelle cette capacité de révolte est nécessaire. L'université doit former des jeunes qui ont cette capacité à ne pas se couler dans le moule, à ne pas être des clones de la société. Donc, autant c'était dur à vivre, et je le reconnais parce que je ne suis qu'un être humain comme un autre, autant ça me donne confiance dans les jeunes. Ça veut dire qu'ils seront capables de prendre en mains le changement de la société de demain, et ce changement-là sera encore bien plus gros que le petit PDD de l'UCL.

Il faut remettre les choses en perspective. On a fait beaucoup de bruit autour des réformes de l'UCL. Mais on parle ici juste d'une réforme d'organisation interne d'une université. Le vrai enjeu, c'est le changement de toute notre société, et si on n'est pas capable d'approcher le changement de notre université de manière dépassionnée, c'est inquiétant.

Mais j'ai confiance dans les jeunes.



L'université évolue...